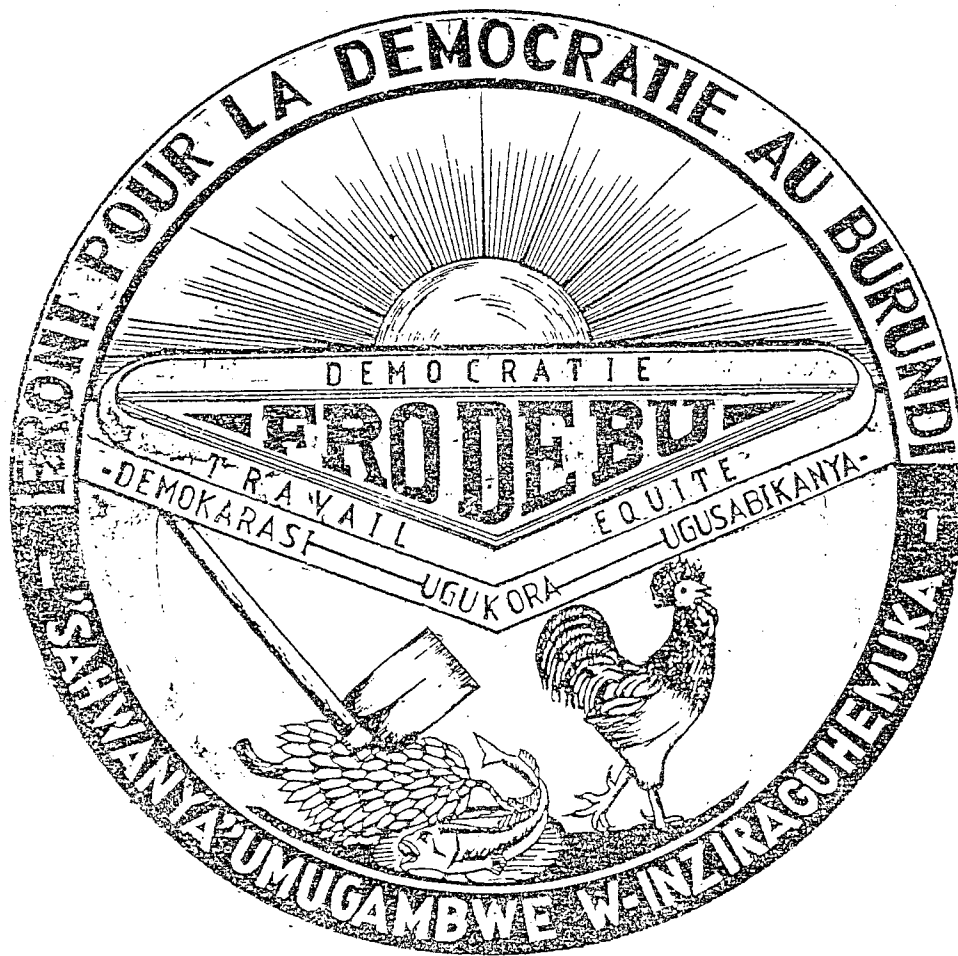


L'AUBE

de la démocratie



Organe d'expression du
FRONT POUR
LA DÉMOCRATIE
AU BURUNDI

AUBE. N° 15 Mai 1992

1. UN JOUR PAS COMME LES AUTRES

=====

Dimanche le 3 mai 1992. Le soleil se lève et ses rayons illuminent la ville de Bujumbura. Pour le FRODEBU et ses "inziraguhemuka" (nous les militants du parti), la journée revêt une importance capitale. Sa réunion constitutive dont le procès-verbal est une des pièces exigées par la loi pour consacrer l'agrément d'un parti, se tient ce jour-là.

La salle des conférences de l' Hôtel Source du Nil a été conséquemment préparée à l' événement. Dès 8 heures, elle voit affluer des dizaines de gens, venus de tous les coins du pays pour participer à cette importante réunion. A 9 heures, la salle est déjà pleine. On compte alors autour de 400 personnes venues pour apposer leurs signatures à l' acte (officiel) de fondation du parti.

I M P R E S S I O N N A N T

A 9 heures 45' les membres du Comité Directeur National pénètrent dans la salle. Ils sont beaucoup ovationnés puis, après leur installation, un silence de plomb s'installe mais pas pour beaucoup de temps. Car, l' hymne national, le " BURUNDI BWACU " ne tarde pas à retentir, chanté en chœur, et fièrement, par les participants. Quelqu'un laissera entendre à la fin de la journée que se fut pour lui une scène émouvante. C'était, nous a-t-il affirmé, pour la première fois, qu'il éprouvait une joie à chanter avec autant d'énergie et de liberté l'hymne national.

Puis commencent alors les travaux de la réunion. Le responsable du protocole annonce la couleur. D'abord le Président du parti, monsieur NDADAYE Melchior commencera par prononcer un discours d'ouverture. Suivront ensuite la lecture et l'adoption des textes fondamentaux du parti à savoir les statuts, le projet de société et le programme. Le tout sera clôturé par la signature du procès-verbal de la réunion et de la déclaration de souscription à la Charte de l'Unité Nationale.

GERER COMMUNEMENT LA TRANSITION.

Dans son discours, Monsieur NDADAYE Melchior se montre à la fois ferme et rassurant. Certes, pour lui, l'important était ce jour-là de tenir cette réunion constitutive et de mettre la dernière main sur les textes fondamentaux du parti. Mais il n'a pas manqué d'indiquer, ce que le FRODEBU, vieux de six ans, pense de la situation politique actuelle et future du pays.

Le FRODEBU a lutté, toutes ces années durant, pour l'instauration d'un système politique pluraliste au Burundi. Malgré ses nombreuses infirmités, la constitution actuelle du pays le consacre et la loi sur les partis si draconienne et restrictive soit-elle, ouvre des brèches à travers lesquelles pourront s'engouffrer les futurs bâtisseurs de cette démocratie tant indispensable pour permettre à notre pays de de se mettre de bout.

Cela transpire d'ailleurs du projet de société du FRODEBU qui se fixe pour objectif cardinal d'édifier une Nation Burundaise parfaitement réconciliée, debout et digne dans le concert des Nations, un Burundi prospère où la justice et l'équité seraient des valeurs dont il faudra s'armer mais aussi poursuivre et perfectionner.

Comment donc, en ce moment où le FRODEBU s'avance inexorablement vers sa légalisation, ce parti entend-il contribuer à la réussite, dans la paix, du processus de démocratisation ?

Le Président du FRODEBU a esquissé les axes fondamentaux qui marqueront l'action du parti au cours des prochains jours. Ceux-ci concernent la gestion et la période de transition.

Monsieur NDADAYE Melchior part d'un constat que le FRODEBU n'a cessé de souligner. Parmi les joueurs qui s'annoncent sur la scène politique burundaise, il y en a un qui se trouve déjà en compétition alors que les règles du jeu ne sont pas encore totalement clarifiées. Il s'agit du parti UPRONA qui utilise subtilement ou ouvertement les moyens d'un Etat qu'il contrôle pour tenter de fortifier ses positions. Ce jeu malsain n'est aucunement favorable à une saine et rassurante démocratie dont le Burundi a besoin. Il faut donc l'arrêter. Et sans tarder, comment ?

TOUÏ NEGOCIER

En mettant sur pied un véritable gouvernement de transition qui rassure effectivement tous les protagonistes sociaux et politiques dans l'élan souverain et légitime vers la mise en place d'une véritable société démocratique. Dès lors, il apparaît extrêmement indispensable que dès que les partis en formation auront commencé à œuvrer légalement et activement sur la scène politique nationale, l'on ouvre très rapidement des négociations en vue de la mise sur pied de ce gouvernement.

Aux yeux du FRODEBU, le gouvernement actuel relevant totalement du seul parti UPRONA ne saurait être ce conducteur honnête et rassurant qui amènera le pays aux futures consultations électorales. On ne peut être à la fois joueur et arbitre. Cela a été beaucoup dit. Ce ne sont que les gens malhonnêtes qui ne le comprennent pas (encore).

Le processus de démocratisation du Burundi a aussi devant lui de nombreux obstacles qu'il faut parvenir à surmonter et que seule une démarche largement concertée pourra aider à résoudre. Les questions de sécurité et tous leurs corollaires, le problème épineux de nos réfugiés, les extrémismes politiques qui s'expriment dans ce que le gouvernement actuel appelle d'une part le "tribalo-terrorisme" chez ceux qui se donnent la mission de "libérer" (le cynisme poussé au sadisme de certains de nos concitoyens par/e plutôt de liquider) une ethnique (les Hutu)

tout en trouvant difficilement le qualificatif pour l'autre, cette fois-ci tutsi. Ce dernier pourrait, pour sa part, se satisfaire de l'épithète de "tribalo-pustchisme" se donnant pour mission d'être le dernier rempart de protecteur des intérêts, dit-on menacés, d'une certaine ethnie, celle des tutsi, sans oublier, évidemment, la fixation du calendrier que suivra le processus de mise en place des institutions démocratiques.

Voilà pour les questions que le FRODEBU juge épineuses et qu'il faudra discuter demain pour préparer un avenir démocratique sain et rassurant pour tous.

UN PARTI POUR LA PAIX.

Rassurant, monsieur NDADAYE Melchior et derrière lui, tout le FRODEBU, l'a été ce jour du 3 mai 1992. Ceux qui ont suivi les cérémonies d'ouverture et de clôture de la réunion l'ont entendu et constaté.

Le FRODEBU ne vient pour nuire à qui que ce soit. Si ce n'est, évidemment, ceux qui ne veulent pas entendre parler de la démocratie et du droit dans notre pays. Le FRODEBU ne vient pas pour détruire, son souci est plutôt de s'associer à toute force démocratique désireuse de sortir notre pays du tunnel de l'arbitraire et du diktat dans lequel il a été entraîné depuis des décennies. Le FRODEBU ne vient pas pour favoriser une revanche quelconque. Elle ne rassure pas et ne pourrait que perpétuer la méfiance et la suspicion qui ont tant nui à notre pays et à notre peuple. Le FRODEBU ne vise à l'exclure qui que ce soit pour ses appartenances naturelles. Beaucoup de ses militants en ont tellement souffert qu'ils ne peuvent en aucun cas songer à le fixer pour leurs concitoyens.

Que veut donc le FRODEBU ? Un Burundi avec un visage nouveau, un Burundi confiant en lui-même et méritant la confiance de ses partenaires, un Burundi où le travail, source du pays, est à l'honneur, un Burundi juste et équitable pour le citoyen et toute la collectivité. Bref, le FRODEBU veut un ETAT DE DROIT où l'homme puisse se sentir épanoui, dans ses droits politiques, économiques et sociaux.

Ce sera le cheval de bataille de demain. Le temps que le parti soit agréé.

2. CALMONIE ET DIFFAMATION : LES DEUX MALADIES INFANTILES DE LA "PRESSE LIBRE" BURUNDAISE.

Deux articles viennent de défrayer la chronique dans la "presse libre" burundaise. L'hebdomadaire "l'Indépendant" dans son numéro 14 du 20 mai 1992, reprenant ce qu'avait écrit "Le Carrefour des idées" No 04 du 15 au 30 mai 1992, vient de publier une information excessivement curieuse.

D'après nos deux confrères, le parti "SAHWANYA-FRODEBU" aurait invité et autorisé à un diplomate de l'Ambassade du Royaume de Belgique au Burundi, le Chargé d'Affaires Patrick Nily, de participer à toute la réunion constitutive du parti qui s'est tenue le 3 mai 1992. Nos deux confrères s'indignent d'autant plus que pour eux, le FRONT FOUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI aurait refusé à un agent du maire de Bujumbura de suivre le déroulement des travaux de la réunion.

Cette information nous a, au FRODEBU, plus que surpris pour les raisons suivantes :

1. Les invitations lancées pour participer à l'ouverture et à la clôture des travaux de notre réunion constitutive n'ont pas été circonscrites à la seule ambassade du Royaume de Belgique. Nous les avons envoyées à plusieurs ambassades accréditées ici à Bujumbura : les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Allemagne, la Belgique, la Nonciature Apostolique, le Zaïre, la Tanzanie, le Rwanda, l'Egypte ainsi que les consulats du Canada et d'Italie. Nous regrettons que compte tenu du caractère férié du 1er mai, certains de nos invités n'aient pas pu prendre connaissance à temps de ces invitations. Beaucoup nous ont exprimé ainsi leurs regrets.

Quant aux présences constatées au cours de cette réunion, il y avait effectivement le Chargé d'Affaires du Royaume de Belgique mais également le consul du Zaïre à Rumonge.

Au-delà du Corps Diplomatique, nous avons adressé des invitations à d'autres personnalités : Les responsables des partis politiques, dont l'UPRONA qui, de sources autorisées, avait reçu l'invitation assez tôt mais qui n'a pas voulu, pour des raisons que nous ignorons, déléguer quelqu'un. Nous avons également invité les plus hautes autorités morales de ce pays, en l'occurrence, le Président de la conférence des Eglises Catholiques du Burundi, le Président et le Représentant Légal du Conseil National des Eglises du Burundi, le Représentant Légal de la COMIBU et les Présidents des deux Ligues des Droits de l'homme. Et pour tout couronner afin de montrer que nous n'avons rien à cacher, nous avons invité un fonctionnaire de la Présidence de la République qui a pu suivre les travaux d'ouverture et de la clôture et qui était présent à la petite réception organisée pour la circonstance. Sans oublier que les travaux d'ouverture et de clôture ont été ouverts à la presse tant "privée" que publique même si cette dernière n'a jamais fait écho de l'événement. Ce qui est incompréhensible dans un pays géré par un gouvernement qui se dit ouvert au pluralisme !

Ceux qui étaient présents à toutes ces cérémonies ont pu constater que monsieur Patrick Ntlys n'a joui d'aucun privilège par rapport aux autres invités. Nous nous demandons alors d'où "L'Indépendant" et "Le Carrefour des Idées" ont tiré cette information certes, quelque peu anodine dans leurs colonnes mais destinée certainement à nous nuire.

2. Sous d'autres cieux ou dans d'autres cabinets, on aurait crié à "la provocation" ou à d'autres mots. Au FRODEBU, nous considérons ces difficultés de parcours comme normales. La "presse libre" et "indépendante" est à ses débuts et commet (et commettra encore) des erreurs. Nous ne voulons pas la décourager. Loin de là. Nous souhaitons plutôt qu'elle s'épanouisse et serve réellement et davantage comme cet instrument vivifiant en démocratie car étant le canal et le cadre à travers lequel se fait le brassage des idées dans une société pluraliste.

Dans l'article 9 de ses statuts, le FRODEBU affirme qu'il soutient et prône l'existence de plusieurs partis, d'une presse libre et indépendante, d'associations de tous genres, notamment celles ayant pour mission la défense, la promotion, et l'enseignement des droits de l'homme".

Pour cette raison, cette fois que nous avons dans la presse libre et indépendante comme catalyseur d'une saine gestion démocratique de la société, nous encourageons "L'Indépendant" et "Le Carrefour des Idées" à aller en se perfectionnant et accompagner le processus d'épanouissement démocratique au lieu de le décourager. Pour cela, il faudra éviter d'écrire n'importe quoi guidé par le seul souci de vendre ou de satisfaire ses seuls intérêts particuliers. D'abord, l'intérêt national et nous aurons construit ce pays de paix, de liberté et de prospérité que nous souhaitons.
